

Libye 2011-2013 : les reconfigurations de l'islamisme radical

Par **Laurence Aïda Ammour**

Laurence Aïda Ammour est chercheur associé en sécurité internationale et défense au Center for International Affairs-Fundacion CIDOB (Barcelone).

La crise libyenne s'inscrit dans un système de conflits régional dont les éléments ne peuvent être appréhendés de manière séparée. Les groupes armés circulent d'un territoire à l'autre, dans des zones qui relient plusieurs sanctuaires au profit de nombreux acteurs non étatiques, dont les mouvements islamiques ne constituent qu'une composante. Depuis deux ans, l'espace libyen joue dans cet ensemble un rôle central, comme épice centre géographique et foyer de recrutement islamiste.

politique étrangère

Si l'opération Serval a été célébrée quasi unanimement comme un succès, elle n'a pu éradiquer la « menace terroriste » qui pèse sur la région depuis plus de 20 ans. En obligeant une partie des groupes armés à refluer vers les territoires voisins, elle n'a fait que déplacer le problème. Ceux d'entre eux qui ont su se ménager une porte de sortie ont depuis lors reconstitué leurs capacités opérationnelles et bâti de nouveaux fronts de résistance. Mais les conséquences régionales des crises locales sont toujours là.

L'effet mercure produit par l'intervention militaire était prévisible, dans la mesure où ces groupes possèdent les compétences pour opérer des revirements tactiques rapides et où beaucoup de ressortissants de la région étaient présents dans les rangs d'Al-Qaida au Magrehb islamique (AQMI) et du Mouvement pour l'unicité et le jihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Et alors que l'offensive française venait d'être lancée, le groupe de Mokhtar Belmokhtar réussissait, à partir du sol libyen, à mener une attaque préparée de longue date dans l'Algérie voisine. Alors même que les regards étaient tournés vers le Mali, le djihadisme démontrait son ubiquité territoriale.

C'est que la situation exige bien plus qu'un refoulement des groupes combattants par la force armée¹. On l'a vu en 2003 lorsque le Groupe salafiste pour la prédication et le combat (GSPC), chassé militairement d'Algérie, a opéré son transfert vers le Mali et la Mauritanie, où il a prospéré et frappé à maintes reprises. Le discours totalisant sur le terrorisme qui fait office de doctrine de « lutte antiterroriste » occulte une donnée : les stratégies de l'extrémisme violent et la nature des groupes opérant dans le Sahel sont aussi façonnées par les contextes et les problématiques propres à chaque pays². Pour les groupes armés, chaque foyer de crise représente une opportunité d'implantation sur des espaces ayant pour dénominateur commun une conflictualité durable.

La région Maghreb-Sahara-Sahel constitue un réservoir de crises dans lequel s'articulent plusieurs systèmes de conflits (question touarègue, sahraouie, touboue, berbère). Les crises locales inscrites dans ces systèmes de conflits représentent des brèches dans lesquelles s'engouffre une variété d'acteurs qui pervertissent la logique interne de ces crises. Le propre des systèmes de conflit étant de relier plusieurs crises distantes, latentes ou ouvertes, de renfermer des causes hétérogènes, anciennes ou immédiates, les conflits paraissent à première vue sans liens. Certains événements particuliers et certains acteurs ont la capacité à mettre en synchronisation plusieurs conflits locaux de nature différente et par là même à connecter des territoires qui jusque-là passaient pour indépendants et dont les dynamiques sociospatiales pouvaient sembler autonomes.

Ce n'est pas un hasard si la Libye a été choisie comme l'une des bases de repli de certains djihadistes fuyant les combats dans l'Adrar des Ifoghas. Ce pays est en soi un système de conflits. Il est le terrain idéal pour l'implantation ou la reconstitution de la dissidence djihadiste, du point de vue tant logistique que militaire et idéologique. Territoire où prolifère une multitude d'acteurs non étatiques³, il réunit les conditions favorables à la pénétration d'agents de conflictualité opérant régionalement et internationalement : disponibilité d'armes lourdes, fragmentation politique, sécessionnisme, privatisation de la sécurité, faiblesse des forces armées, déficit de légitimité de l'État, présence de figures historiques de l'islamisme. Les deux années qui viennent de s'écouler ont montré que les dirigeants

1. Interview du général de Saint-Quentin : « Le Mali est-il aujourd'hui complètement stabilisé? La réponse est non », *Le Journal du Dimanche*, 20 juillet 2013.

2. En janvier 2013, le président français déclarait : « La France n'a d'autres buts que la lutte contre le terrorisme », tandis que le ministre de la Défense assurait qu'elle « est en guerre contre le terrorisme ». Voir « La "guerre contre le terrorisme", version française », *Le Monde*, 15 janvier 2013.

3. L. Aïda Ammour, « La Libye en fragments », *Annuaire français des relations internationales*, vol. XIV, 27 juin 2013.

libyens sont incapables de contrôler le territoire national et ses frontières, au point qu'ils ont décidé de sous-traiter cette tâche à des sociétés privées étrangères. Les régions méridionales ont été abandonnées aux milices, aux contrebandiers, aux communautés concurrentes ou aux brigades islamistes. Le nouveau gouvernement issu des urnes n'a fait que perpétuer la politique du Conseil national de transition (CNT) dont la légitimité intérieure était très faible : tout en reconnaissant que les milices et brigades armées sont des facteurs de déstabilisation, il leur a cédé une partie de son autorité, leur conférant ainsi un pouvoir et une légitimité grandissants.

Le tournant de 2011

Le printemps arabe a permis la réactivation de conflits locaux gelés sur lesquels se sont greffés les groupes extrémistes qui ont pu y inscrire territorialement leur idéologie, mettre en application leur doctrine et coordonner leur projet politique, malgré leur hétérogénéité, leurs dissensions et l'origine diverse de leurs recrues, comme on l'a vu au Nord-Mali. La lettre de l'émir algérois Abdelmalek Droukdel, adressée aux *leaders* islamistes présents au Nord-Mali, révèle qu'une réelle synchronisation entre AQMI et Ansar Eddine existait bien et que le rassemblement de l'ensemble des forces radicales était l'un des objectifs à long terme de leur implantation dans l'Azawad⁴.

L'allégeance de plusieurs branches nationales d'Ansar al-Charia à Al-Qaida démontre une réelle capacité à former des alliances en vue de l'expansion du projet global de califat⁵. Une telle réplification de cellules et le maillage des espaces maghrébo-sahéliens ont permis de relier plusieurs territoires le long d'itinéraires de transfèrement de combattants⁶. Ainsi le Sud-Ouest de la Libye est-il une base opérationnelle du djihadisme accessible par le corridor montagneux de la passe Salvador, itinéraire parfaitement connu depuis longtemps des groupes extrémistes et des trafiquants qui l'empruntent en petits convois pour échapper à la surveillance aérienne⁷. L'attaque contre Tiguentourine en janvier 2013 et le double attentat à Agadez et Arlit en mai 2013 démontrent *a posteriori* que les djihadistes avaient bien choisi le système de sécurité le plus vulnérable pour y poursuivre leurs opérations : la Libye.

4. Découverte à Tombouctou en février 2013. Associated Press, « *Mali-Al-Qaida's Sahara Playbook, Chapter 2* », avril 2013, p. 1 ; L. Aïda Ammour, « Algeria's Role in the Sahelian Security Crisis », *Stability: International Journal of Security & Development*, vol. 2, n° 28, 24 juin 2013.

5. La branche malienne d'Ansar al-Charia a été créée en décembre 2012 à Gao. Au Maroc, la Coordination d'Ansar al-Charia au Maroc est née en septembre 2012. La branche mauritanienne formée dans la prison Dar Naim de Nouakchott date de juin 2013.

6. L. Aïda Ammour, « Capitalizing on Conflict-Unresolution in North Africa and the Sahel: Newfound Land Grabbing Opportunities for Jihadism », *Studia Diplomatica*, Institut royal des relations internationales, Bruxelles, à paraître fin 2013.

7. Interview d'un officier de renseignement nigérien, Dakar, mai 2013.

La cartographie mouvante de l'islamisme radical n'est pas récente. En Libye, elle s'est esquissée progressivement au cours des deux dernières années, pour plusieurs raisons.

– Dans les ensembles nord-africain et saharo-sahélien, la Libye a toujours joué un rôle clé qui tient à l'influence héritée de l'ère Kadhafi et à la centralité de sa position ethno-géographique, à la charnière de plusieurs espaces de crise.

– Les frontières libyennes se trouvent au croisement de deux grandes routes commerciales et de subsistance, qui sont aussi celles des trafiquants, des migrants, des convois de drogue et d'armes. Il est très facile de connecter plusieurs pays à partir de la Libye, et contrôler ses frontières c'est pouvoir transporter hommes et produits d'un pays à l'autre.

– La fragmentation de la nation libyenne a produit un paysage politique multicentré, où les lieux périphériques se considèrent eux-mêmes comme des centres.

– Dès l'effondrement du régime de Kadhafi, Al-Qaida a choisi la Libye comme point d'appui pour l'expansion du djihad en Afrique du Nord et au Sahara.

– Enfin, AQMI a profité du vide politique et sécuritaire pour établir des liens avec des groupes locaux (Ansar Eddine et Ansar al-Charia) et pour élargir son rayon d'action régional.

L'implantation d'AQMI en Libye

Les efforts déployés par AQMI pour fonder des cellules en Libye et leur apporter une aide financière remontent à la chute du régime Kadhafi. Les émirs algériens Abou Zeyd et Mokhtar Belmokhtar arrivent dans la province du Fezzan fin 2011, le second contre l'avis d'Al-Qaida. Une lettre du 3 octobre 2012 mentionne les contacts entre ceux-ci et Ansar al-Charia à Benghazi et Derna et les nombreux voyages de responsables d'AQMI à Ghat pour y établir des bases de lancement d'opérations en territoires voisins et s'y approvisionner en armes⁸.

En novembre 2011, Mokhtar Belmokhtar déclarait avoir acquis des armes libyennes. Il était signalé dans le Sud de la Libye par des sources sécuritaires maliennes en mars 2012, probablement pour reconnaître les routes qui relient le Nord-Mali au Sud libyen par le désert de Tafassasset. À cette époque, il préparait déjà l'attaque contre Tiguentourine, dans laquelle au moins deux Libyens ont été identifiés par les autorités algériennes comme membres de

8. Associated Press, *Al-Qaida Papers*, Tombouctou, The Shura Council of the Organization, 3 octobre 2012 : « Deux cellules ont pu entrer en Libye et commencer à poser les premières pierres de leur projet. Toujours actives à ce jour [...], elles cherchent à rassembler les différents cercles disparates des moudjahidines nord-africains [...] pour former des équipes et des bandes au cœur du territoire libyen. »

l'ancienne brigade de l'islamiste Abdelhakim Belhadj⁹. La composition de cette cellule (Nigériens, Maliens, Mauritaniens, Tunisiens, Canadiens) confirme la variété du recrutement et la coordination croissante entre groupes armés. Ils ont utilisé la base aérienne d'al-Wigh comme base opérationnelle, un point hautement stratégique proche des frontières algérienne et nigérienne¹⁰.

Le document de Tombouctou relate la rencontre, en 2011, entre Mokhtar Belmokhtar et un vétéran libyen d'Afghanistan dans le Sud de la Libye, pour mettre sur pied des camps d'entraînement près de Sebha, tant pour les recrues libyennes que pour celles venues d'Algérie, de Tunisie, du Maroc, de Mauritanie et du Mali (dont des Touaregs). L'existence de camps d'entraînement en Libye dirigés par AQMI et Ansar al-Charia a été confirmée au printemps 2012 par le témoignage de deux Tunisiens détenus par les milices locales de Derna¹¹.

Un autre événement prouvant que la Libye était déjà une base opérationnelle intervient en novembre 2012, soit deux mois avant la prise d'otages à In Amenas. Il s'agit du démantèlement d'une *katiba* de 12 personnes dans le Sud de l'Algérie¹². Les membres de ce groupe baptisé Mouvement du Sahara pour la justice islamique projetaient des attentats contre les installations pétrolières au Sahara et exigeaient des négociations pour l'indépendance du Sud algérien. La *katiba* était alors dirigée par Mohamed Lamine Bencheneb, l'un des sous-lieutenants de Mokhtar Belmokhtar, tué lors de la contre-offensive des forces algériennes à Tiguentourine¹³. La conquête du Nord-Mali par AQMI, le MUJAO et Ansar Eddine n'a donc pas signifié l'abandon des autres « terres de djihad », ni l'érosion du projet régional, encore moins l'arrêt des infiltrations, des incursions ou des attaques surprises dans les territoires voisins, comme l'attestent les attentats de 2012 à Tamanrasset et à Ouargla (Algérie).

Le « printemps arabe » a également été un catalyseur des réseaux d'Al-Qaida, au Maghreb comme au Sahel. Les soulèvements populaires ayant démontré que le changement pouvait se faire en son absence, l'organisation

9. Depuis lors *persona non grata* en Algérie.

10. Interview d'un journaliste libyen, septembre 2013.

11. A.Y. Zelin, « New Evidence on Ansar al-Sharia in Libya Training Camps », *Al-Wasat*, 12 août 2013.

12. A. Zineb, « Algérie : un mouvement terroriste séparatiste du Sud démantelé », *Algérie1.com*, 13 novembre 2012.

13. Impliqué dans le rapt du wali d'Illizi (janvier 2012), Bencheneb serait lié au Polisario par l'intermédiaire du Mouvement des fils du Sahara pour la justice islamique (MFSJI). Responsable de l'attaque contre l'aéroport de Djanet en 2009, il avait dirigé le Mouvement de défense des jeunes Sahariens qui exigeait l'emploi des jeunes de la région dans les filiales Sonatrach du Sud. En octobre 2011, le MFSJI avait signé un cessez-le-feu avec le gouvernement algérien, mais l'arrestation de certains de ses militants l'avait rendu caduc. L'organisation avait décidé de reprendre ses activités et quelques-uns de ses combattants avaient même rejoint Abou Zeyd qui, avec Mokhtar Belmokhtar, avait fourni armes et explosifs et assuré l'entraînement de nouvelles recrues.

a dû tirer parti de l'environnement géopolitique chaotique et de la militarisation croissante d'acteurs non étatiques pour accroître sa visibilité. À la suite de l'élimination de plusieurs de ses chefs¹⁴, Al-Qaida a procédé à une révision stratégique, en rebasculant ses forces vers un front qu'elle avait jusqu'ici peu exploité : l'Afrique où, depuis deux ans, le djihadisme se déploie selon deux axes.

– Une relocalisation des réseaux djihadistes en Afrique : Ayman Al-Zawahiri, qui avait appelé à l'instauration d'un État islamique en Libye a, dès le mois de mai 2011, envoyé en Libye Abdoul Basit Azouz, un ancien détenu en Grande-Bretagne, pour recruter 300 hommes dans l'Est. À la même époque, un autre militant, en route pour la Libye, avait été arrêté à la frontière pakistano-afghane.

– Une jonction arabo-africaine de l'islamisme combattant : en 2006, les services de renseignement nigériens signalaient que des membres de Boko Haram avaient été entraînés dans les rangs d'AQMI par l'Algérien Khaled Bernaoui. En novembre 2011, Aboul Qaqa, porte-parole de Boko Haram, confirmait que son organisation recevait une assistance d'AQMI. Les autorités nigérianes avaient aussi établi que Mamman Nour, cerveau de l'attentat contre le bureau des Nations unies à Abuja en août 2011, avait été entraîné chez les Shabab.

D'un système de conflit à l'autre : retour à la case libyenne

Si l'insurrection libyenne n'a pas été à l'origine des crises sahéliennes, elle les a indubitablement exacerbées. Nombreux sont les commentateurs qui ont imputé l'effondrement de l'État malien à l'élimination de Kadhafi et à la guerre en Libye. Ces deux événements ont sans nul doute servi de révélateur aux carences institutionnelles et socio-économiques de la gouvernance du Mali. Cristallisées dans un système de conflits local durable (la question touarègue), ses fragilités ont été aggravées par les dynamiques régionales et internationales consécutives aux soulèvements de 2011.

Plusieurs raisons expliquent l'importance de la Libye dans la crise régionale et dans l'irruption de la rébellion touarègue et de nouveaux agents du djihadisme armé.

En contenant les séditions locales dans des limites empêchant une guerre ouverte, Kadhafi a joué le rôle de soupape de sécurité. L'assistance financière de Tripoli était devenue, à la longue, l'épine dorsale des économies

14. Oussama Ben Laden en mai 2011 (Habottabad) ; Abou Hafz al-Chahri en septembre 2011 (Waziristan) ; Badar Mansur le 8 février 2012 (Pakistan) ; Tariq al Dahab le 20 février 2012 (Yémen) ; Fahd Al-Qouso le 6 mai 2012 (Yémen) ; Abou Yahia al-Libi le 4 juin 2012 (Pakistan) ; Saleh al-Taï al-Waïli et Saleh Ali Gouti le 6 août 2013 (Yémen).

sahéliennes, en particulier au Mali. La disparition du *leader* libyen a eu un impact psychologique incontestable sur les Touaregs qui vivaient et travaillaient en Libye depuis plusieurs décennies. Beaucoup lui sont restés fidèles et sa popularité est encore grande, au Mali comme au Niger¹⁵.

Au plan intérieur, une fois la guerre terminée, chaque foyer de soulèvement a pu légitimement clamer avoir sacrifié sa vie et versé son sang pour la cause et chacun, isolément ou collectivement, a pu se considérer comme un libérateur national. La rivalité des légitimités qui en a résulté a émergé sur l'ensemble du territoire national et demeure l'une des caractéristiques majeures du printemps libyen. Elle a conduit à l'éclosion de groupes armés et à leur prolifération pendant et après la guerre, mais aussi au réveil de certaines communautés qui revendiquent leur contribution à la libération du pays : Berbères, Toubous, Cyrénaïcains, gens du Fezzan, etc. Ce phénomène de fragmentation, entamé durant la rébellion armée, s'est paradoxalement amplifié depuis les législatives de juillet 2012. Il est lié à la pérennité des divisions sociales et régionales qui ont toujours structuré le pays.

Libye : la rivalité des légitimités

La Libye constitue par ailleurs un arsenal alimentant plusieurs foyers terroristes ou mafieux en armes individuelles et collectives, y compris des missiles sol-air. « Au cours des 12 derniers mois, la prolifération d'armes de provenance libyenne s'est poursuivie à un rythme inquiétant et s'est étendue à de nouveaux territoires : Afrique de l'Ouest, Levant, voire Corne de l'Afrique. Les affaires de transferts illicites à partir de la Libye, avérées ou en cours d'investigation, se font par voie terrestre et maritime à destination de plus de 12 pays. Les mouvements illicites d'armes en provenance du pays alimentent des conflits existants et enrichissent des arsenaux de toute une gamme d'acteurs non étatiques dans la région et au-delà¹⁶. » Confirmation récente en a été donnée en octobre 2013 après la découverte d'un vaste arsenal de missiles sol-air près d'In Amenas, à 200 kilomètres de la frontière libyenne.

Transnationalisation et militarisation de l'islamisme en Libye

Contrairement au récit officiel de la guerre en Libye, pour l'essentiel focalisé sur le Nord, le Sud libyen est, depuis le début de l'insurrection, en proie à une instabilité croissante, qui a inéluctablement des répercussions sur de vastes aires saharo-sahéliennes, à plusieurs milliers de kilomètres de l'épicentre côtier. D'autant que, dans ces régions, la sédimentation des

15. L. Aïda Ammour, « L'après-Kadhafi au Sahara-Sahel », *Notes Internacionals*, n° 44, CIDOB-Barcelone, janvier 2012.

16. Rapport final du Groupe d'experts des Nations unies créé par la résolution 1 973 (2011) concernant la Libye, S/2013/99, 16 avril 2013.

crises masquées par 42 ans de dictature est apparue au grand jour avec la guerre et le vide sécuritaire qui s'en est suivi. Les deux provinces de l'Est et du Sud sont partiellement tenues par des groupes salafistes et djihadistes, dont certains affiliés à AQMI¹⁷.

La Cyrénaïque

Le salafisme djihadiste a fait son entrée sur la scène libyenne à travers une série d'actions spectaculaires : la destruction de plusieurs lieux saints et de mosquées soufies à Tripoli, Derna, Misrata et Zintan ; la profanation de tombes britanniques de la Seconde Guerre mondiale ; les attaques contre des symboles étrangers. Plus que d'une expansion du salafisme, ces actions sont révélatrices d'une recomposition et d'un morcellement du mouvement en plusieurs tendances, qui ont besoin d'une plus grande visibilité. Malgré l'intégration de plusieurs milices islamistes aux ministères de l'Intérieur ou de la Défense, leur pouvoir de nuisance reste considérable.

Derna, lieu d'origine de multiples Libyens ayant combattu à titre individuel en Afghanistan et en Irak, est la ville d'implantation de nombre de personnalités de l'islam radical. Avec des camps d'entraînement et des lieux de stockage installés dans ses environs, Derna reste le symbole de résistance à l'intégration dans l'ensemble national et le sanctuaire de l'islamisme violent. Parmi les figures connues, on compte le commandant rebelle Abdelhakim al-Hasidi et Soufian al-Qoumou, ancien chauffeur personnel d'Oussama Ben Laden, qui dirige Ansar al-Charia.

À Benghazi, Ansar al-Charia, basée dans le quartier de « la petite Kandahar », est dirigée par Mohamed al-Zahawi et cheikh Nasir al-Tarchani. La milice Cheikh Omar Abdul Rahman, composée d'anciens prisonniers et dirigée par Ahmed Abou Khattala, est responsable de l'attaque contre l'ambassade américaine en septembre 2012 et de celle contre la Croix-Rouge à Misrata en juin 2012. Des partisans d'Al-Qaida, ainsi que d'anciens militants du Groupe de combat islamique libyen (GCIL), avaient convergé vers Derna dès le mois de mai 2012 et Abdel Basit Azouz, qui dirige un camp dans la région, avait délégué des recruteurs jusqu'à Brega pour prendre langue avec d'autres militants en Libye.

Le Fezzan

À la fin de la guerre, une coalition de milices de l'Est (Misrata et Zintan) avait été mise sur pied par les commandants de brigades, sous la bannière du Bouclier national libyen (BNL). Cette entité autoproclamée refuse toujours

17. A. Rodier, « Situation d'Al-Qaida à l'été 2013 », *Note d'actualité*, n° 139, Centre français de recherche sur le renseignement, août 2013.

l'incorporation de ses combattants dans l'armée et la police officielles, pour garder la main sur les processus et les modalités d'intégration des groupes armés dans les structures étatiques. Composée de quatre divisions (Est, Ouest, Centre et Sud), elle s'est accaparé les prérogatives de la sécurité publique. Le BNL supervise ainsi le déploiement des « coalitions révolutionnaires » dans les zones militaires et leur interposition dans les conflits locaux. L'unité dite Le Bouclier libyen du Sahara, qui a conclu le cessez-le-feu à Sebha en avril 2012, s'est vu confier par le CNT le contrôle des frontières sud sous le commandement de l'islamiste Abdel Wahab Hussein Qaïd (frère d'Abou Yahia al-Libi, voir note 14). Les Toubous, qui veulent conserver leur mainmise traditionnelle sur les routes du commerce légal et illégal, s'opposent violemment à la nomination de cet *outsider*, financé par le Qatar¹⁸.

Bien avant l'opération Serval, les jonctions entre le Sud libyen et les autres régions s'effectuaient à travers la complicité entre groupes djihadistes, milices armées et trafiquants¹⁹. Mokhtar Belmokhtar et le Mouvement des fils du Sahara pour la justice islamique (MFSJI) se partagent la zone qui va du Djado (Nord-Est du Niger) à la frontière libyenne et de l'Ouest de Djanet jusqu'à la frontière tunisienne. À partir du corridor Salvador, le groupe de Belmokhtar transfère le produit du trafic soit vers Zintan au nord, soit vers Koufra « où les brigades arabes de Cyrénaïque [réceptionnent] les marchandises pour les conduire à Benghazi ou à Derna, [...] ce qui est confirmé [...] par des mafias italiennes, en particulier par la mafia calabraise²⁰ ».

Groupes djihadistes, milices armées, trafiquants

Un rapport fait état d'une recrudescence des activités des militants islamistes dans le Sud de la Libye depuis fin 2012, en particulier dans le périmètre Sebha, Ghat, Oubari, Koufra et Mourzouk²¹. Dans le triangle Ghadamès-Oubari-passe Salvador, connu pour être un lucratif marché de drogues, les autorités libyennes ont saisi 25 tonnes de hachich en février 2013. Oubari, qui abrite plusieurs camps d'entraînement²², est aux mains de brigades islamistes, spécifiquement « une brigade mise en place par un salafiste malien, cheikh Ahmed. Sa spécialité [...] est de faire remonter les combattants et le matériel depuis le Mali, ou depuis le Niger, en

18. L. Aïda Ammour, « Le retour de la problématique identitaire au Sahara : un effet secondaire du printemps arabe », in É. Dénéché, *La Face cachée des révolutions arabes*, Paris, Ellipses/Centre français de recherche sur le renseignement, 2012 ; N. Benotman, J. Pack et J. Brandon, « Islamists », in J. Pack (dir.), *The 2011 Libyan Uprising and the Struggle for the Post-Qadhafi Future*, New York, Palgrave MacMillan, 2013.

19. M. Aziz, « Un repentit révèle le vrai visage de Mokhtar Belmokhtar », *El Watan*, 25 octobre 2013.

20. S. Laurent, « Le désert libyen est devenu un haut lieu de la contrebande et du terrorisme », *RFI*, 9 juin 2013.

21. *Recordedfuture.com*, mai 2013.

22. Sous Kadhafi, le camp d'Oubari servait au recrutement et à l'entraînement de jeunes Touaregs nigériens et maliens.

direction de la Libye par les pisteurs de la brigade 315. [...] Cette unité 315 a été utilisée par les hommes de Mokhtar Belmokhtar pour rejoindre Oubari et, après quelques zigzags dans le désert, ils se sont retrouvés dans la région très insoumise d'Al Chatii (en face d'In Amenas), parce qu'encore prokadhafiste et mal contrôlée, même par les brigades révolutionnaires²³. »

Sur le versant nigérien, les affrontements de septembre 2013 entre forces de sécurité nigériennes et narcotrafiquants sur le plateau du Djado confirment que la passe Salvador reste une route active du trafic. Entre 2011 et 2012, le commerce de véhicules volés entre la Libye et son voisin du Sud y a rapporté 28 millions de dollars.

La Libye au rythme des milices islamistes

Les piètres résultats des formations islamistes aux législatives de juillet 2012 ont été interprétés comme la preuve de leur faiblesse. Aujourd'hui, celles-ci cherchent à prendre leur revanche sur l'histoire.

En 2009, le GCIL avait officiellement renoncé à la violence²⁴, mais d'autres groupes islamistes ont entre-temps émergé. Leur agenda est de refaçonner le paysage politique libyen à leur profit. L'un des plus importants est Ansar al-Charia à Benghazi, qui est en relation avec les branches maghrébine et libyenne, dont Ansar-al-Charia à Derna.

Aujourd'hui, les Frères musulmans libyens, alliés à plusieurs groupes islamistes, ont opté pour la prise du pouvoir hors des urnes. Appelant à une « correction de la révolution », les milices de Misrata arguent que les libéraux, les exilés et les anciens du régime ont trahi les racines islamiques de la rébellion pour satisfaire aux attentes des Occidentaux. Après avoir assiégé plusieurs ministères et assassiné plusieurs officiers et activistes de la société civile²⁵, les islamistes sont parvenus à leurs fins. Entrée en vigueur le 5 mai 2013, la nouvelle loi d'exclusion politique stipule que toute personne ayant occupé un rang élevé dans le gouvernement de Kadhafi entre le 1^{er} septembre 1969 et le 23 octobre 2011 ne pourra exercer aucune fonction officielle dans les dix prochaines années.

Ce passage en force vise plusieurs objectifs : effacer la défaite électorale des partis religieux de 2012, restaurer l'islam comme fondement de la vie

23. S. Laurent, *op. cit.*

24. Après leur libération de la prison Abou Salim, plusieurs *leaders* du GCIL ont accepté de signer l'accord de déradicalisation avec Saïf Al-Islam, de délégitimer l'usage de la lutte armée en Libye et ailleurs et de prendre leurs distances avec Al-Qaïda à laquelle ils n'avaient jamais fait allégeance, exception faite de certains *leaders* basés en Afghanistan. Le groupe s'est rebaptisé Mouvement islamique libyen pour le changement.

25. Human Rights Watch, *Rapport Libye*, 12 août 2013.

politique et faire oublier l'accord de déradicalisation passé avec le fils du dictateur. L'épuration cible le personnel politique actuellement en poste, en particulier le Premier ministre Ali Zeidan, menacé dans son bureau en avril 2013 et enlevé durant quelques jours en octobre. La première victime a été le président du Conseil national général, Mohamed Megariyef, qui a quitté ses fonctions le 29 mai. Le 9 juin, c'était le tour du chef d'état-major Youssef al-Mangoush. Le 5 août, le vice-Premier ministre démissionnait, suivi le 18 août du ministre de l'Intérieur.

Des espaces en réseaux

À en croire des rapports récents, c'est à la suite de l'intervention étrangère au Nord-Mali que la Libye serait devenue l'épicentre régional du terrorisme²⁶. Le ministre français des Affaires étrangères a évoqué le Sud libyen comme un nouveau sanctuaire des djihadistes et a même envisagé des frappes françaises²⁷. Tous omettent de rappeler que, depuis plus de deux ans, l'islamisme radical, qu'il soit le fait de groupes locaux ou régionaux, est bien enraciné en Libye. Plusieurs documents en font état dès 2011²⁸.

La chronologie des événements laisse apparaître des processus de radicalisation préexistants à la crise malienne. Des scénarios comparables à ceux de l'Azawad se sont produits antérieurement, ou simultanément, en Libye : destruction par les salafistes de tombeaux soufis, attaques contre les symboles de l'État, ses représentants et des cibles étrangères, intimidation des populations civiles, mainmise sur les mosquées comme plateformes de propagande salafiste. Autant de modes opératoires qui appartiennent au registre de l'islamisme radical ou du terrorisme. Il ne s'agit donc pas d'un phénomène inédit qui résulterait d'une cause externe, ponctuelle ou exceptionnelle. Les signes avant-coureurs de l'existence d'une plateforme opérationnelle du djihadisme en Libye étaient flagrants, à travers la toute-puissance de ses brigades islamistes, leurs accointances avec les djihadistes syriens et leurs liens avec Al-Qaida-central : regroupement de djihadistes locaux et de vétérans venus d'Afghanistan ; présence

Une progression continue de l'extrémisme violent en Libye

26. Rapport du secrétaire général sur la Mission d'appui des Nations unies en Libye, S/2013/104, 21 février 2013 ; Rapport d'information fait au nom de la commission des affaires étrangères, de la défense et des forces armées par Jean-Pierre Chevènement et Gérard Larcher, 3 juillet 2013.

27. A. Massalatchi, « France Calls for Action against Islamists in Southern Libya », *Reuters*, 28 mai 2013 ; « La France se préparerait à traquer les djihadistes en Libye », *Le Nouvel Observateur*, 31 mai 2013.

28. *Libye : un avenir incertain*, Compte rendu de mission d'évaluation auprès des belligérants libyens, CF2R, CIRET-AVT, mai 2011 ; I. Ghioua, « Les services de sécurité interceptent le courrier des chefs terroristes : ce que disait Droukdel aux Libyens », *L'Expression*, 11 octobre 2011 ; A. Tisseron, *La Libye face au risque islamiste*, Bruxelles, Institut Thomas-More, 24 février 2011 ; R. Mielcarek, « Libye, terre de djihad », *Actu-Défense*, 2 avril 2011.

sur le sol libyen de grandes figures de l'islamisme radical dès les premiers mois de l'insurrection ; chaudron de la prison d'Abou Selim, d'où sont issus de nombreux militants islamistes ; mainmise sur le Sud par le BNL ; contacts noués par les émirs d'AQMI avec des vétérans libyens ; acquisition d'armement par les *katiba*, les milices et les trafiquants ; préparation de longue date de l'attaque contre le site gazier d'In Amenas depuis le sol libyen ; émergence du groupe Ansar al-Charia, qui a essaimé dans l'ensemble de l'Afrique du Nord et du Sahel : autant d'éléments qui attestent une progression continue de l'extrémisme violent en Libye.

C'est pourtant tardivement, et à contretemps, que le Sud de la Libye a été pointé du doigt par les gouvernements occidentaux et les instances internationales comme une nouvelle zone à risque de la région. L'attention portée aux événements du Nord-Mali à partir de janvier 2012, et plus encore à partir de l'intervention militaire française, a escamoté les signaux d'alerte manifestes dès le début de l'année 2012 et éclipsé la Libye de l'actualité occidentale.

Si le pays revient aujourd'hui au-devant de la scène, c'est par le prisme de la « lutte contre le terrorisme », incarnée par l'opération Serval. Européens et Américains expriment leurs inquiétudes comme si l'implantation du radicalisme islamiste en Libye était un effet secondaire de la campagne menée au Nord-Mali et de la présence de quelques djihadistes qui en ont réchappé.

Après plus de deux décennies durant lesquelles l'islamisme armé a proliféré et prospéré au Maghreb, au Sahel et en Afrique de l'Ouest, la perception des enjeux de sécurité contenue dans les différents rapports reste morcelée. Elle traduit une difficulté à appréhender simultanément plusieurs situations, qui s'alimentent et se renforcent réciproquement, à comprendre la mobilité des maquisards islamistes pour qui les frontières n'existent pas, à saisir l'articulation et l'imbrication des systèmes de conflits régionaux et à conceptualiser l'élasticité des aires saharo-sahéliennes hors des limites des États nations.

Le principe de réalité nous enjoint au contraire de considérer les événements dans leur globalité synchronique. Faute de quoi l'on se condamne à une vision cloisonnée, bridée par le tracé colonial des frontières, qui ne permet pas d'appréhender pleinement les logiques transnationales et la plasticité des réseaux du djihadisme et autres agents d'instabilité. En revanche, une appréhension de la région par le prisme des flux montre que les espaces saharo-sahéliens, loin d'être des territoires hermétiques

et compartimentés, se chevauchent et se recourent dans un périmètre en réseau plus vaste que le Sahel lui-même. Une zone dans laquelle le désert repousse et annihile les frontières et où des espaces lacunaires jouent le rôle de sanctuaires pour une multitude d'acteurs non étatiques, dont les mouvements islamistes ne sont qu'une composante.

La fusion de la cellule de Mokhtar Belmokhtar et du MUJAO (août 2013) illustre la rapidité avec laquelle les djihadistes sont capables de réinvestir les territoires, de réorganiser leurs forces et de s'adapter aux imprévus pour poursuivre « la perspective de réaliser l'unité des musulmans du Nil à l'Atlantique²⁹ ». Le commandement de cette nouvelle *katiba* (Al-Mourabitoun) confié à un vétéran djihadiste libyen laisse présager un recrutement grandissant de Libyens. Cette association corrobore la stratégie initiée par Al-Qaida dès 2011 pour convertir la Libye en point d'appui des actions armées dans la région, et au-delà.

L'influence de Belmokhtar sur son réseau de djihadistes libyens, dont beaucoup ont combattu en Afghanistan, en Irak et en Syrie, n'est que l'aboutissement d'un long processus de recomposition de la mouvance islamiste libyenne et maghrébine. Un processus initié il y a maintenant deux ans, bien avant la crise malienne et bien avant l'opération Serval.



Mots clés

Libye
Sahel
Sahara
Terrorisme
Djihadisme

29. A. Mohammed, « Terror Leader's Group Grows, Vows to Aid Egyptians », *Associated Press*, 22 août 2013.